



Déclaration liminaire pour le CTSD du 21 janvier 2020

L'UNSA-Education se réjouit d'abord que les prévisions de croissance des effectifs dans les collèges du département de la Vendée se traduisent par une croissance importante de la dotation horaire qui leur est attribuée. Cela permettra une baisse significative des effectifs moyens par classe. Le nombre de niveau de 6^{ème}, 5^{ème}, 4^{ème} ou 3^{ème} où cette moyenne sera supérieure à 28 après utilisation de la totalité de la dotation globale a nettement baissé. Nous ne pouvons que nous en féliciter ainsi que ceux qui ont obtenu cette amélioration.

Il reste cependant des situations tendues au niveau du collège. Certains établissements comme les Achards, Haxo et Herriot à la Roche sur Yon garderont des effectifs élevés. Nous sommes aussi inquiets sur la situation du collège Langevin qui perd l'équivalent de deux classes par rapport à janvier 2019. S'agit-il d'un transfert vers les Achards qui se poursuit ? d'un transfert interne à l'agglomération ? d'une désaffectation pour l'enseignement public ? Cette question devrait être creusée à notre sens.

Au-delà de ce tableau plutôt positif pour les collèges, nous sommes très surpris par la dotation globale attribuée aux lycées généraux, technologiques et professionnels si on la rapporte à l'évolution des effectifs prévue. D'après le tableau fourni, les effectifs en LGT progresseront de 150 élèves et de 15 en LP. Or, les premiers perdent 345 heures et les seconds 118,5 heures. Perdre alors qu'on gagne, la relation est étrange.

Là-aussi, l'UNSA-Education pense important d'explicitement clairement cette situation. Est-ce une conséquence des réformes des lycées ? Si c'était le cas, cela serait pour nous inadmissible et contradictoire avec tous les discours tenus par les autorités du ministère de l'Education nationale. Nous rappelons que pour réussir une réforme, il est impossible de diminuer les moyens sauf à vouloir provoquer des tensions, du découragement, de la fatigue chez ceux qui ont à la mettre en œuvre. Au final, c'est courir à l'échec pour cette réforme faute de combattants aptes à la mener à bien.